

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

25 millions de chômeurs de plus dans le monde, 2000 par
jour en France

Non, la crise n'est pas finie !

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 29 novembre 2009

Démocratie & Socialisme

Selon un récent sondage, 60 % des habitants de notre pays, questionnés sur le devenir de la crise économique, estiment que « le plus dur reste à venir ». Cette estimation, parfaitement justifiée, indique le peu d'impact du discours lénifiant de Sarkozy et de ses ministres qui voient dans le retour d'une légère augmentation du PIB au dernier trimestre, la fin de la crise. « Le plus dur de la crise financière est passé » n'hésite pas à affirmer François Fillon, confondant allègrement crise financière et crise économique. En réalité, le plus dur de la crise reste à venir.

LA CRISE FINANCIÈRE PEUT REBONDIR À TOUT MOMENT

Si l'on en croit la volonté des grandes banques française (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole) de lever près de 15 milliards d'euros auprès des détenteurs de capitaux pour rembourser les aides publiques, le secteur bancaire se porterait beaucoup mieux.

Le milliard d'euros provisionné par BNP Paribas pour rémunérer ses traders, comme le montant record des rémunérations accordées, en 2009, par les banques américaines à leurs traders et à leurs dirigeants iraient dans le même sens.

Le paysage est un peu différent si l'on examine d'un peu plus près les résultats des grandes banques américaines. Non seulement plusieurs dizaines de banques régionales ont fait faillite durant l'été, mais Bank of America annonce une perte trimestrielle d'un milliard de dollars à laquelle il faut ajouter les résultats (jugés décevants par les marchés boursiers) de Goldman Sachs et de Citigroup. Seule fait exception, pour le moment, JPMorgan qui a vu ses profits multipliés par sept au troisième trimestre 2009.

La crise des cartes bancaires et des crédits Alt-A, une catégorie de prêts qui s'avère maintenant aussi risquée que celle des subprime, continue à s'étendre. Et surtout, les actifs des banques ne se sont pas encore débarrassés, loin de là, de leurs « titres toxiques » et de leurs créances douteuses. Ce qui laisse planer une menace sur la solvabilité de l'ensemble du secteur bancaire. Il faut dire que pour la période 2009-2010, il reste un minimum de 550 milliards de dollars de dépréciation à réaliser aux Etats-Unis et plus de 720 milliards dans la zone euro (selon les diagrammes d'Alternatives économiques - Septembre 2009). Mais comment assainir le système sans pour autant casser la fragile reprise qui est en cours ? A défaut d'avoir nationalisé les banques et permis ainsi de remettre à plat toutes les créances douteuses et tous les actifs toxiques, la crise bancaire risque de repartir à tout moment.

La crise économique vient, à son tour, compliquer la situation des banques. Les difficultés des ménages touchés de plein fouet par la crise et les faillites d'entreprises vont transformer des créances jusqu'alors considérées comme solvables en créances douteuses.

La spécialisation des nouveaux pays de l'Union Européenne en pays à bas salaire pratiquant le dumping social et l'exportation vers les pays de ce qui était l'Europe des quinze se révèle être, aujourd'hui, une catastrophe pour les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Ces pays sont menacés de faillite publique (monnaie et budget) et leurs systèmes bancaires risquent de s'effondrer.

Ce qui aurait de graves conséquences pour les banques allemandes et autrichiennes, notamment, qui ont des intérêts importants dans les banques des PECO.

Le danger d'une crise « systémique » faisant s'écrouler le système bancaire et l'économie comme un château de

cartes n'est donc pas encore écarté. Même si cette perspective est moins angoissante qu'il y a un an.

LE REcul DE LA CROISSANCE

En France (chiffres de la Commission européenne) le PIB devrait baisser de 3% en 2009. C'est le recul de la production le plus important depuis 1945. Ce recul n'avait été que de 1%. En 1975 et de 0,9% en 1993.

Aux Etats-Unis, le recul de la croissance devrait être du même ordre (- 2,9 %) mais nettement plus sévère au Royaume- Uni (- 3,8 %), en Italie (- 4,4 %), au Japon (-5,3 %) et en Allemagne (- 5,4%), sans même parler de l'Irlande (- 9 %). Pour l'année 2010, le FMI prévoit une croissance de 1,5 % aux Etats-Unis et de 0,3 % dans la zone euro. Autant dire que la reprise de la croissance risque, dans le meilleur des cas, d'être plutôt lente.

LE REcul DES PROFITS

En France, les entreprises n'ont pas répercuté complètement sur l'emploi la totalité du choc qu'elles ont subi. La masse salariale a donc eu tendance à se stabiliser alors que les capacités de production diminuaient, faute de débouchés.

La conséquence de cette répercussion « incomplète » est un recul de la productivité du travail chiffrée par Rexecode à 2,2 % en France. Ce recul, les entreprises ne l'accepteront pas. C'est lui, en effet, qui explique, en grande partie, la baisse des profits des entreprises du CAC 40 (-56, 4 0% au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008).

C'est une situation intolérable pour les actionnaires qui chercheront par tous les moyens à retrouver le niveau de leurs profits. A des degrés différents, un phénomène de même nature se produit dans la plupart des autres pays. Il faut donc s'attendre à ce que les entreprises multiplient les licenciements et cherchent à baisser les salaires, qu'ils s'agissent des salaires directs ou des salaires indirects (cotisations sociales).

LE CHÔMAGE N'A PAS FINIT DE CROÎTRE

Au contraire. Même s'il atteint aujourd'hui, en France, toutes catégories confondues 4,1 millions de chômeurs.

Même si, aux Etats-Unis, le nombre de chômeurs a augmenté de 8 millions en un peu plus d'un an et atteint le total de 15 millions de personnes (dont 8 millions ayant épuisé leurs droits à une allocation chômage, sont maintenant sans ressource) auxquelles il faut ajouter les 10 millions de salariés à temps partiel à la recherche d'un emploi à temps plein. Le Bureau du Congrès prévoit d'ailleurs que le taux de chômage aujourd'hui de 9,7 % atteindra 10,2 % en 2010.

Le président du Fonds Monétaire International, Dominique Strauss Khan, reconnaît d'ailleurs que le pic du chômage se situera sans doute en 2011.

A la réaction des dirigeants d'entreprises cherchant à retrouver les taux de profits antérieurs viendra se combiner

celles des pouvoirs publics qui, au vu des dettes publiques qui ont été accumulées, ne voudront plus financer le chômage partiel ou les primes à la casse qui avaient évité l'effondrement complet du secteur automobile. Mais l'utilité de ces primes cessera peu à peu. Elles n'avaient fait, en effet, qu'anticiper des achats qui ne se feront plus maintenant.

DE LA RÉCESSION À LA « SORTIE DE CRISE » LES DÉFICITS PUBLICS ATTEIGNAIENT DES SOMMETS INENVISAGEABLES IL Y A DEUX ANS

Le déficit budgétaire devrait atteindre 9,9% du PIB américain en 2010 et un chiffre de 1 400 milliards de dollars. En 2007, ce déficit s'élevait à 3,2 % du PIB.

En France, selon Eric Woerth, le ministre du Budget, le déficit public devrait atteindre 7,5 % du PIB, bien loin de la limite de 3% imposée par le traité d'Amsterdam. Ce déficit sera de l'ordre de 10 % au Royaume-Uni et en Espagne.

La Commission européenne tout comme l'OCDE et le FMI recommandent de ne pas s'engager trop vite dans des coupes budgétaires sévères. Mais ils sont unanimes pour affirmer qu'il ne faudra pas quand même trop attendre pour diminuer les déficits publics.

On peut donc s'attendre à des attaques extrêmement dures contre les salaires des fonctionnaires, la sécurité sociale, l'assurance- chômage et les régimes de retraite.

LA CRISE ÉCONOMIQUE NE FAIT QUE COMMENCER

Les attaques contre les salaires, combinées à l'augmentation du chômage, vont provoquer une stagnation de la masse salariale et donc de la demande. Dans un tel contexte, l'investissement aura toutes les chances de rester atone, aucune entreprise n'ayant intérêt à aller au-delà du maintien de ces capacités de production. Dans des secteurs comme l'immobilier ou l'automobile, ce simple maintien risque fort, d'ailleurs, d'être problématique. Les entreprises qui produisent des biens de production licencieront donc pour maintenir leurs profits et diminueront, là encore, la demande finale.

Les mesures prises pour diminuer les déficits publics auront peu de chance (partout dans le monde) de se traduire par une hausse des impôts des couches les plus fortunées. Il ne restera, dans ces conditions, qu'une méthode pour résorber les déficits : s'attaquer aux budgets sociaux et diminuer les prestations sociales. Cette diminution entraînera, de nouveau, une chute de la demande finale. Toutes ces mesures accroîtront les difficultés pour les entreprises et les particuliers à rembourser leurs crédits bancaires. L'ensemble de ces mécanismes nourrira la possibilité d'une nouvelle rechute dans la récession.

LE PROGRAMME NÉOLIBÉRAL NOUS A MENÉS À LA CRISE COMMENCÉE EN 2008

La crise du début des années 1970 traduisait essentiellement une baisse de la productivité du travail. De plus de 4 % durant les « Trente Glorieuses », le taux d'augmentation annuelle de la productivité du travail descendait, en effet

endessous de 2 %.

Les salaires continuaient pourtant à augmenter comme auparavant, lorsque l'importance de l'augmentation de la productivité du travail permettait à la fois la croissance régulière de l'investissement des salaires (directs et indirects) et des profits. Les profits diminuaient donc dans des proportions inacceptables pour les détenteurs de capitaux.

Le tournant néolibéral de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan au début des années 1980 mit fin à cette situation insupportable pour le capital.

Partout fut organisé, sous la menace d'un chômage orchestré par les capitalistes et les gouvernements qui les servaient, le gel des salaires et la remonté des taux de profit.

Cela se traduisit, au cours des années 1980 et 1990 par un recul d'au moins 10 points de PIB de la part des salaires dans toutes les grandes économies : de la France aux Etats-Unis ; du Japon à l'Allemagne ; de la Chine au Brésil.

Mais, il ne suffisait pas d'exploiter les salariés, d'extraire la plus-value, il fallait encore vendre et réaliser cette plus-value.

La demande salariale insuffisante a donc été complétée (en particulier aux Etats-Unis). D'abord par la demande des riches, liée à « l'effet richesse ». Un effet qui amène les détenteurs d'actions ou d'immeubles à se sentir plus riches et donc à dépenser plus lorsque la valeur virtuelle de leurs actions ou de leurs immeubles augmente en bourse ou sur le marché de l'immobilier. Ensuite par la diminution de l'épargne (surtout celle des catégories les plus favorisées) et par une hausse inouïe de l'endettement des particuliers.

En France, l'endettement des ménages français atteignaient 99 % de leur revenu disponible mais 142 % aux Etats-Unis (et même 186 % au Royaume-Uni).

Pour alimenter cette demande nécessaire au bouclage du système, puisque la demande salariale n'y suffisait plus, tous les moyens étaient bons. La finance était déréglementée et multipliaient les risques liés à la multiplication des produits dérivés et à l'explosion du nombre de « paradis fiscaux » stimulés par la généralisation de la libre circulation des capitaux.

Les prêts étaient rendus attractifs par l'instauration de taux variables, très bas au départ, mais indexés sur les taux de la Réserve Fédérale (FED) comme dans le cas des subprime, la possibilité pour les banques de « titriser » leurs créances et donc d'en débarrasser leur actif, la possibilité pour les emprunteurs de financer n'importe quel achat avec des crédits hypothécaires, « rechargeables » au fur et à mesure des remboursements.

Cette configuration de l'économie s'est également traduite par la libéralisation des échanges de marchandises et de services et par le rôle de locomotive joué par les Etats-Unis qui alimentait leurs énormes déficits commerciaux puis budgétaires grâce à l'afflux de capitaux venus du monde entier et au rôle de monnaie de réserve internationale joué par le dollar.

LE PROGRAMME NÉOLIBÉRAL EST POURTANT TOUJOURS LÀ

La finance n'a pas été mise hors d'état de nuire. Le dernier G20 (voir l'article sur ce thème dans ce numéro de D&S) ne s'est attaqué à aucun problème de fond. Les banques pourront continuer à prêter les dépôts de leurs clients dans des opérations à risque. La titrisation des créances, les produits dérivés, les effets leviers et autres sophistications financières ne seront pas touchés, ou si peu. Les paradis fiscaux subsisteront, prospéreront, légitimés par les définitions extrêmement souples qu'en donne l'OCDE. Les taux des banques centrales sont très bas et permettent aux « liquidités » de couler à flots. Une nouvelle bulle est donc tranquillement en train de se gonfler. Le label « écologique » remplace le label « .com » qui permettait à n'importe quelle entreprise de se voir la valeur de ses actions atteindre des sommets. La chute risque d'être aussi dure pour le « green business » que lors de l'éclatement de la bulle des « nouvelles technologies » en 2000.

Quand aux banques, sûre de l'impunité, elles recommencent à investir dans des opérations à haut risque et rechercher avec la même frénésie des profits de l'ordre de 30 à 40 %. Elles oublient simplement une chose, c'est qu'avec un doublement des déficits publics dans la plupart des pays, il sera difficile aux Etats de les sauver une nouvelle fois de la banqueroute. Le crédit à la consommation reste toujours la clé de la croissance aux Etats-Unis.

Pourtant, ils enregistraient en août une baisse de 6 % après 6 mois consécutifs de baisse. Ce sont surtout les crédits renouvelables (obtenus notamment par l'utilisation d'une carte de crédit) qui ont chuté (- 13,1 %).

Pourtant, l'épargne remonte et remet en question le mode de croissance d'avant la crise.

Pourtant, la montée du chômage amènera les consommateurs américains à y regarder à deux fois avant de se lancer dans la même folie de surendettement qu'avant la crise.

Les déséquilibres dans la répartition des revenus ne sont pas en voie de se résorber. Au contraire même, puisque des attaques d'ampleur se préparent contre les salaires, les prestations sociales et l'emploi pour restaurer les profits. Ce n'est pas la réforme, très limitée, de l'assurance maladie voulue par Obama qui changera grand-chose à l'affaire, si toutefois elle finit par être votée.

Les déséquilibres internationaux sont toujours là. Et le G20 à Pittsburgh, comme le G7 à Istanbul, se sont bien donné garde d'aborder le problème de la faiblesse du dollar. Au contraire, comme d'habitude, le G7 s'est aligné les intérêts des Etats-Unis et leur volonté de relancer leurs exportations en laissant filer le dollar. Le G7 a donc souligné la nécessité d'une réévaluation du Yuan.

Pourtant, là encore, rien n'est vraiment comme avant, et des pays comme la Chine, le Brésil, le Venezuela, la Russie ou l'Inde cherchent les moyens de ne plus subir la dictature du dollar. Bien que ce programme néolibéral ait mené l'économie mondiale au bord du gouffre, les dirigeants de la planète sont incapables d'en changer. Ils ne changeront de programme, la crise actuelle en apporte la preuve, que si survient une crise systémique de l'ampleur de celle de 1929 ou un mouvement social suffisamment puissant pour les obliger à le faire.

LE PARADOXE FRANÇAIS

L'économie française souffre un peu moins de la crise que beaucoup d'autres pays. Dans l'Union Européenne, seules, la Grèce, la Pologne, la Bulgarie, la Slovaquie ou la République Tchèque connaissent une récession moins importante. Selon les chiffres de la Commission Européenne, la consommation privée continuera à augmenter légèrement en 2009 alors qu'elle diminuera de 1,5 point dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Non, la crise n'est pas finie !

L'investissement diminuera, certes, de 5,9 % mais cette diminution sera deux fois moins importante qu'aux Etats-Unis (- 12,1 %), au Royaume-Uni (- 12,3 %) ou au Japon (- 11,9 %).

Pourquoi ? Essentiellement, parce que l'économie française dispose de « stabilisateurs économiques » plus importants que dans les autres pays de l'Union Européenne ou de l'OCDE (les pays les plus riches), à l'exception des pays scandinaves.

Les dépenses publiques se situent à un niveau élevé (55,6 % du PIB alors que la moyenne de l'Union Européenne n'est que de 50,1 %). Ces dépenses sont pour les ¾ distribués sous forme de prestations sociales qui permettent la stabilisation des revenus des ménages en temps de crise.

Pourtant, du fait de la politique de Nicolas Sarkozy, ces dépenses publiques ont peu augmenté pendant la crise 2008- 2009. A la différence des Etats-Unis, de l'Espagne ou du Royaume-Uni.

Pourtant, la politique de réforme de Nicolas Sarkozy qui veut pratiquer des coupes claires dans les prestations sociales (assurance-maladie, retraites, assurance-chômage, allocations familiales) diminuera l'efficacité de ces « stabilisateurs économiques » et rendra l'économie française plus vulnérable lors de la prochaine crise.

Pourtant, Nicolas Sarkozy continue à vouloir introduire en France tous les mécanismes qui ont accéléré la crise aux Etats-Unis : substitution de l'emploi privé à l'emploi public, retraite par capitalisation, crédits hypothécaires pour garantir n'importe quel achat (immeuble mais aussi automobile) et « rechargeable » au fur et à mesure des remboursements, remplacement progressif de l'assurance-maladie par des assurances privées (mutuelles et compagnies d'assurance).

Il est d'ailleurs paradoxal de voir Obama devoir engager une lutte acharnée avec le lobby des assurances privées pour essayer de faire voter son projet de loi sur l'assurance-maladie, alors que Sarkozy, dans le même temps, fait tout pour augmenter le poids des assurances privées dans l'assurance-maladie.

Un tel acharnement rend encore plus évident le fait que Nicolas Sarkozy ne gère notre pays qu'en fonction des intérêts de 0,1 % de la population, quelque en soient les conséquences pour le 90 % de la population, les 9,9 % restant profitant peu ou prou de cette forme de gestion.

Après lui, le déluge !

Jean-Jacques Chavigné